Le manque de bien-être favorise la volonté de participer aux actions contestataires

Annika Lindholm
12th November 2019



Le bien-être favorise-t-il la participation à la vie politique, ou l'intention de participer influence-t-elle notre bien-être ? Une étude longitudinale basée sur un échantillon représentatif de ménages en Suisse montre que c'est bel et bien le bien-être qui semble précéder à la participation politique, et que le manque de celui-ci incite les personnes à participer dans des actions contestataires.

Plusieurs études montrent que les personnes au statut socioéconomique élevé participent davantage à la vie politique. En revanche, nous ne connaissons que peu les facteurs psychologiques qui expliquent la (non-)participation. Comme ces ressources individuelles dites « objectives », liées au statut socioéconomique, ne prédisent pas forcément le niveau de bien-être individuel, il est nécessaire de considérer le bien-être comme facteur indépendant et supplémentaire pour expliquer l'engagement politique des citoyens. Le bien-être est souvent mesuré dans les enquêtes par une échelle de satisfaction de vie et la récurrence des sentiments positifs et négatifs dans la vie quotidienne. Ainsi, le bien-être peut agir comme une ressource

psychologique qui favorisera l'investissement des individus dans l'activité politique, du fait de son influence bénéfique sur la motivation et le sentiment d'efficacité politique. Ce dernier se fonde notamment sur la confiance en sa capacité à influencer les décisions politiques de son pays.

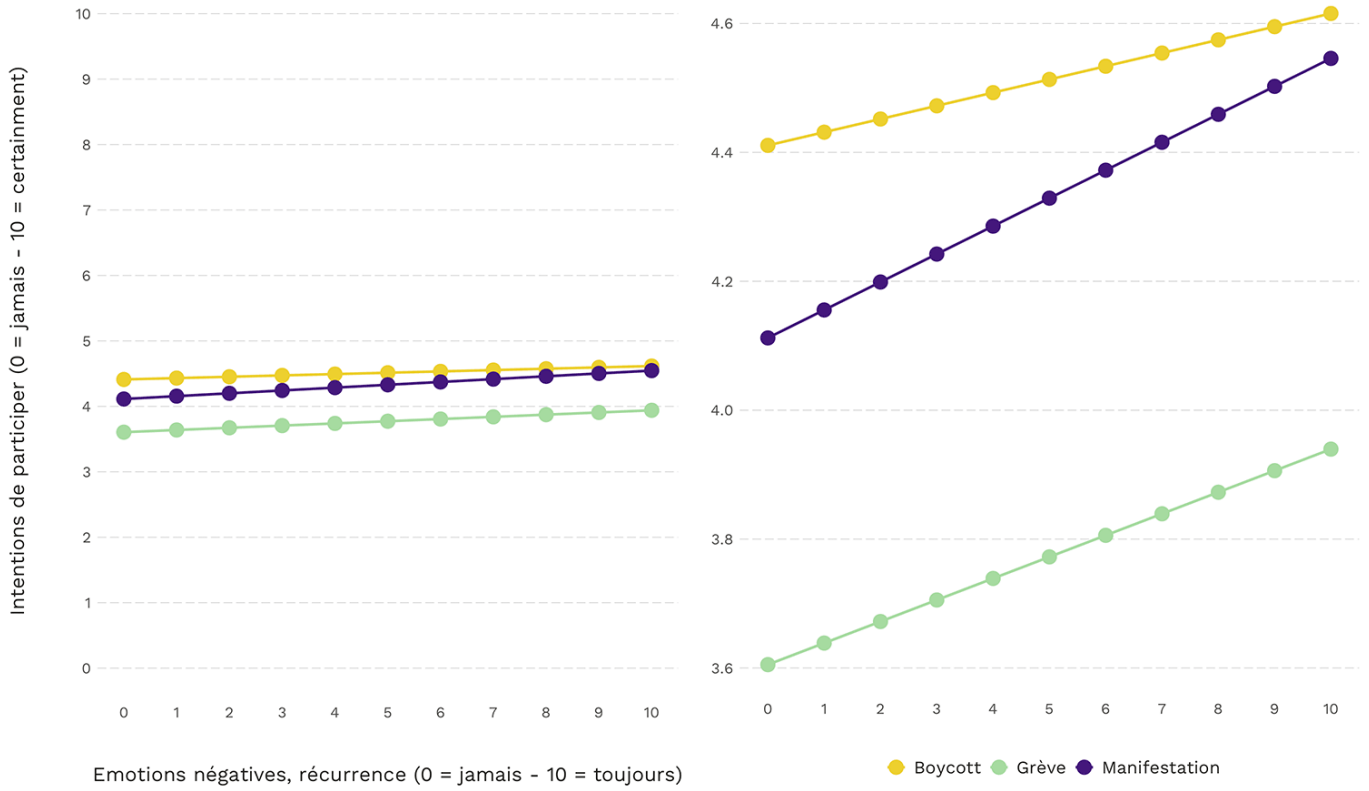
Le mal-être rend les citoyens plus contestataires

Dans ce contexte, le manque de bien-être rend-t-il les personnes politiquement apathiques ? Les théories de la motivation suggèrent qu'avant de poursuivre des objectifs sociétaux tels que la participation politique, l'individu doit se doter d'un sens d'auto-efficacité, c'est-à-dire croire en sa capacité personnelle à accomplir une tâche. De plus, l'individu doit au préalable avoir satisfait ses besoins fondamentaux pour bien vivre avant de se livrer à des activités politiques. Le manque de bien-être entraîne donc une diminution de la motivation et du sentiment d'efficacité politique, et entrave ainsi la participation politique dans toutes ces formes. D'autre part, les émotions négatives qui résultent du manque de bien-être peuvent inciter les citoyens à participer aux mouvements politiques contestataires. La recherche a en effet montré que les sentiments négatifs jouent un rôle important dans la prédiction de l'action protestataire.

La présente recherche vise à comprendre l'effet du bien-être sur la participation politique en utilisant les données du Panel Suisse de Ménages (« Vivre en Suisse »), une enquête menée annuellement auprès de ménages privés résidant en Suisse. Grâce au caractère longitudinal de l'enquête, l'évolution du bien-être et le comportement politique des mêmes individus est suivi à travers 20 ans.

L'analyse des données du Panel Suisse de Ménages montre que la seconde tendance se confirme : une augmentation des sentiments négatifs chez les individus, tels que le désespoir, l'anxiété, la dépression ou le sentiment « d'avoir le cafard », renforce la volonté des citoyens de prendre part aux actions politiques contestataires (Figures 1 et 2 au-dessous). Si l'ampleur de l'effet est certes assez faible dans l'analyse les trajectoires individuelles, elle est néanmoins statistiquement significative pour les intentions de boycott et de manifestation. De plus, les données montrent que les sentiments négatifs précèdent les intentions de participer aux actions politiques contestataires et non l'inverse. En effet, l'analyse des trajectoires individuelles plutôt que la comparaison entre les individus permet de déduire avec plus de certitude empirique que les sentiments négatifs précèdent et affectent effectivement les intentions politiques contestataires, plutôt qu'un effet possible dans le sens contraire. Toutefois, le bien-être ne semble pourtant pas augmenter la participation politique dite « conventionnelle » (mesurée par la participation aux votations fédérales), contrairement à ce que suggèrent certaines études.

Figures 1 et 2 : L'effet des sentiments négatifs sur les intentions de participer aux mouvements contestataires



La figure à gauche montre l'effet des sentiments négatifs à travers la totalité de l'échelle (0-10) des intentions contestataires ; la figure à droite illustre la tendance de l'effet plus en détail. Données: Panel Suisse de Ménages. 20'253 observations chez 2'735 personnes domiciliées en Suisse, interrogées annuellement entre 2000 et 2008. L'axe vertical indique l'intensité en moyenne des intentions de participer aux actions politiques (« Si 0 signifie « jamais » et 10 signifie « certainement », dans quelle mesure vous êtes prêt(e) dans l'avenir à participer à une manifestation/une grève/un boycott »), à travers l'augmentation des émotions négatives (« Eprouvez-vous souvent des sentiments négatifs comme le cafard, le désespoir, l'anxiété, la dépression, si 0 signifie « jamais » et 10 signifie « toujours » ? ») (L'axe horizontal).

Le bien-être : un enjeu politique ?

En étudiant l'influence des sentiments négatifs sur l'engagement protestataire, le bien-être, traditionnellement considéré comme une affaire privée, devient également un enjeu public et politique. Par conséquent, le bien-être devient un facteur supplémentaire à prendre en compte afin de comprendre et anticiper l'émergence des actions contestataires parmi les citoyens, notamment pour les élus politiques qui cherchent à éviter les mouvements de protestation afin de faire passer des réformes. Cependant, le niveau de bien-être ne semble pas affecter la participation aux scrutins populaires. Cibler le bien-être des citoyens dans les politiques publiques ne s'avère donc pas être une solution pour faire augmenter le faible taux de participation aux scrutins, ni pour remédier à l'augmentation de la méfiance populaire à l'égard du système politique actuel.

20 ans de «Vivre en Suisse»

Leben in der Schweiz
Vivre en Suisse
Vivere in Svizzera

Depuis 1999, l’enquête “Vivre en Suisse” interroge chaque année les mêmes ménages et les mêmes personnes sur des thèmes tels que la famille, le travail, les revenus et les conditions de vie, les loisirs, la santé, les relations personnelles, les attitudes et la politique. Cela a permis de créer une base de données unique pour l’analyse des conditions de vie de la population résidant en Suisse ainsi que des causes et des conséquences des changements sociaux en Suisse.

L’enquête “Vivre en Suisse” est financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique et réalisée par le Centre de compétences suisse en sciences sociales (FORS) à l’Université de Lausanne. Les données sont mises gratuitement à disposition des chercheurs. De plus amples informations sur l’étude (également connue sous le nom de “Panel suisse de ménages”) peuvent être trouvées sur le site web.

Photo: rawpixel.com